

MOUVEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES  
(MDP)

***Egalité\*action\*progrès***

**Siège social:** 32, rue Lampama,  
Talangai, Brazzaville, Rép. Du Congo.

**Conseil Central (CC)  
PRESIDENCE**

---

**ALLOCUTION DU PRESIDENT DU MDP  
M. JEAN CLAUDE IBOVI  
A L'OCCASION DE LA PREMIERE SESSION  
DU CONSEIL CENTRAL DU PARTI**



***Dimanche 16 mai 2010  
A l'Hôtel de ville de Brazzaville***

- **Messieurs les Membres du Secrétariat National du Mouvement pour la Démocratie et le Progrès;**
- **Messieurs les Membres de la Commission Nationale d'Evaluation et de Suivi;**
- **Messieurs les Membres du Conseil Central;**
- **Distingués invités;**
- **Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs!**

La première session du Conseil Central du Mouvement pour la Démocratie et le Progrès (MDP) est, pour moi, un rendez-vous particulier. Un rendez-vous où souffle l'esprit d'un attachement profond aux valeurs d'égalité, d'action et de progrès. Elle s'ouvre, aujourd'hui, sur fond de préparatifs relatifs au Cinquantenaire de l'accession de notre pays à l'Indépendance. Je vous remercie, camarades militants du MDP, vous qui n'avez eu de cesse à travailler pour la survie et le rayonnement de notre parti. Soyez-en félicités.

Notre rencontre de ce jour se tient dans un environnement planétaire caractérisé par deux faits majeurs, que l'on ne peut passer sous silence, à savoir:

- le changement climatique, et
- la crise économique de 2008-2010 qui vient de secouer l'économie mondiale.

Nous regrettons le quasi échec de la Conférence sur le changement climatique de Copenhague, car, aux yeux de tous, l'évolution du climat présente des risques pour la santé, conséquences provoquées par les perturbations climatiques modifiant les processus naturels de la planète dont nous dépendons pour l'alimentation, l'eau et la sécurité physique. En effet, notre monde est sujet, actuellement, aux contrecoups du changement climatique provoqué par l'activité humaine.



Les répercussions sur la santé constituent une question critique dont les responsables politiques doivent être bien conscients lorsqu'ils fixent les priorités en matière d'action et d'investissements, pour atténuer l'impact du phénomène.

La mondialisation, bien que présentant des avantages indéniables, a montré ses envers lors de la grande crise économique qui vient d'ébranler le monde, en ayant entraîné une récession dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés suite au krach de l'automne 2008.

Cette crise a conduit à un ralentissement du commerce international, à une hausse du chômage et à une baisse des prix des produits de base.

Malgré les politiques de relance optées par les pays en 2009 et qui semblent sortir la plupart d'entre eux de la récession, le chômage persiste, d'importants déséquilibres dans les balances des transactions courantes demeurent et des risques d'éclatement de nouvelles bulles financières sont à craindre.

***Messieurs les membres du Conseil Central;***

***Distingués invités;***

***Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs!***

Le Congo, notre pays, subit, lui aussi, plus qu'il n'affecte le changement climatique. Son écosystème forestier, terrestre et aquatique est exploité de manière satisfaisante. Notre crainte s'éveille lorsqu'il s'agit de l'exploitation des hydrocarbures dont les effets induits nous interpellent. L'augmentation très sensible de la température, les phénomènes érosifs, et la perturbation de la biodiversité dans certaines localités de notre pays, doivent nous préoccuper tout autant, dans les stratégies de développement, afin de préserver au mieux, notre environnement.

Au sujet de notre économie, celle-ci est marquée par une structure productive très déséquilibrée, caractérisée par la juxtaposition d'un secteur primaire peu dynamique, d'un secteur pétrolier moderne dominant l'activité économique, et de secteurs secondaire et tertiaire globalement peu efficaces.

L'appareil productif congolais -hors secteur pétrolier- tout en étant faible et peu diversifié, fait face à des contraintes structurelles énormes. Et pourtant, ce pays est très riche par rapport à sa faible population et à ses ressources naturelles. C'est, certainement, nous, dirigeants et leaders politiques dont nombreux sont véreux, prédateurs, sans ambitions pour notre bien commun, le Congo, qui sommes responsables de ce désastre économique et social. Rien d'étonnant que notre pays, 3<sup>ème</sup> producteur de pétrole dans le Golfe de Guinée, très riche en bois et autres minerais, finisse par être déclassifié au rang de Pays Pauvres Très Endettés (P.P.T.E.), dans lequel la population vit à plus de 50% en dessous du seuil de pauvreté.

Sans nous réjouir de cette classification du Congo en PPTTE, nous saluons, toutefois, les efforts du Gouvernement qui ont abouti à l'annulation d'une grande partie de notre dette. Nous osons espérer que la classe dirigeante en tirera les leçons et que le Gouvernement, se défaisant de sa sclérose, fera aboutir le Projet de société du Président de la République «**Le Chemin d'avenir**».

Le contexte actuel, vous vous en doutez, est partagé entre quelques succès politiques mitigés et l'écoeurement des Congolais vis-à-vis de leur classe politique, toutes tendances confondues.

Par delà les aspects positifs comme l'expression des libertés incarnées par le multipartisme et de quelques expériences réussies en matière de paix, la situation économique et sociale de notre pays n'est pas reluisante. Cinquante ans après, notre pays se cherche toujours en matière de services de base comme l'eau, l'électricité, les communications... Bref, disons que cinquante ans après notre indépendance, nous négocions toujours les fondements de notre développement. Des antivaleurs comme la corruption, la concussion, la fraude, la mauvaise gouvernance, le clientélisme sont devenues nos compagnons de salon.

L'Etat employeur se devrait de se déployer à garantir au mieux, y compris sur le plan législatif, la protection complémentaire de tous les fonctionnaires, actifs ou retraités, à travers une bonne gouvernance et un système solidaire. Pourtant, c'est dans les mêmes conditions que notre pays s'apprête à célébrer le 50<sup>ème</sup> Anniversaire de son accession à la souveraineté nationale. La célébration d'un tel événement devrait faire l'objet d'une rétrospective significative, afin de mieux scruter l'avenir.

Le sage n'a-t-il pas dit: «*Pour mieux soigner la plaie, il faut la regarder et au besoin la toucher*»? Je vous invite, chers camarades, à dévisager notre passé commun, trainé au fil des cinquante dernières années, afin de mieux penser notre avenir.

Penser notre avenir, c'est le libérer des contraintes de tout genre qui l'empêchent d'avancer au bon rythme sur le chemin du mieux vivre et mieux être pour ses citoyens.

Penser notre avenir, c'est faire admettre et adopter des comportements plaçant le travail au cœur des priorités collectives et individuelles; des comportements articulant liberté et responsabilité; des comportements de bon esprit civique et patriotique, de lutte contre l'injustice, l'arbitraire et autre favoritisme.

Penser notre avenir, c'est apporter de l'eau et l'électricité à l'ensemble de la population, c'est protéger l'environnement. Bref, penser notre avenir, c'est assurer le bien-être de notre population. C'est ça, gouverner.

Pour ma part, j'estime honnêtement que le bilan de notre indépendance est autant mitigé que le contexte économique que je décrivais tantôt.

*Camarades,*

Au plan politique, constatons ensemble l'apathie dans laquelle baignent les différents états-majors politiques. En effet, les partis de la Majorité Présidentielle, plutôt que de se lancer dans des perspectives d'idées novatrices, fructueuses pour le Chef de l'Etat, se prélassent dans une lourdeur préjudiciable, laquelle occasionne une léthargie à n'en point sortir. Nous pensons que le Rassemblement de la Majorité Présidentielle n'était pas un simple instrument de campagne, mais qu'elle est et devrait être un instrument politique d'avant-garde, comme on nous le disait à une époque révolue, qui accompagnerait à bon port, la politique de notre Président.

Charles MAURRAS disait : **«Une politique se juge par ses résultats»**, et d'ajouter: **«Il faut s'attendre à tout en politique, où tout est permis, sauf de se laisser surprendre»**. Je crois que je me suis fait comprendre. Tous, nous parlons au nom du Président, pour le Président, mais chacun dans son univers, avec son schéma, son style, ses ambitions, ses desseins et ses stratégies, parfois même des agendas cachés, qui s'opposent parfois, si ce n'est pas souvent. Afin de nous épargner les déchirements qui ne peuvent qu'atténuer notre dynamisme, affaiblir nos énergies, causer des pertes financières inutiles, et en perspectives des échéances électorales futures, dans la foulée des présidentielles de 2009, il est temps de se muer en une force politique refusant de naviguer à vue.

Même si la roue de l'histoire ne s'invente pas, j'estime qu'il nous faut inventer et restaurer un nouveau management de l'action politique au prorata de nos ambitions collectives. Nous devons renverser les conformismes et les égoïsmes pour mettre en place une nouvelle stratégie parce que nous menons un combat commun. Ainsi, nous aurons porté un formidable



démenti à tous ceux qui pensent que le poids des habitudes et la force des corporatismes rendraient impossible une réorganisation en profondeur de notre cohésion fondée sur les mêmes idéaux. Il nous faut un objectif qui doit être impérativement respecté. Ce sera notre feuille de route commune. Il est donc temps que tous les groupements politiques de la majorité présidentielle fédèrent autour du Président de la République en un grand parti pour servir de relais politique auprès des populations. Ce serait le point de chute indiqué du rassemblement des partis de la majorité présidentielle. Ainsi, les candidats que nous présenterons aux échéances électorales à venir, porteront tous le label «l'éléphant», label qui nous a fait gagner les présidentielles en 2002 et 2009, et que portent nos conseillers municipaux et départementaux.

Oui, il est temps de mettre fin à cette cacophonie que personne ne semble constater, où le Président de la République est élu sous un label, les parlementaires sous un autre label et les conseillers sous un autre label aussi. Cela fait désordre dans une famille politique qui a les destinées du pays en mains.

Alors, prenons notre courage, camarades, pour la formation de ce grand parti politique tant attendu et réclamé par tous, sauf si l'on veut une chose et son contraire.

A vous, cadres et militants du MDP, ici, dans cette même salle, avec la même ferveur et les mêmes émotions, naquit le 5 février 2007, le Mouvement pour la Démocratie et le Progrès (MDP). Ce jour-là, nombreux sont ceux qui rumaient qu'il se pourrait que ce fût un parti politique de trop pour notre pays.

Erreur! Vous avez déjoué les pronostics, parce que vous avez su, chers camarades, vous imposer comme des fourmis dans leur mission hardie de construction d'une termitière. Et ensemble, nous sommes en train d'en apporter la preuve. Bien plus, avec le recul du temps et au regard de fonctionnement de notre appareil politique, je suis convaincu que notre Parti a joué et jouera le rôle cardinal d'une formation politique: «*Participer à la vie politique nationale, en vue de la conquête des différents pouvoirs, afin de conduire les affaires publiques pour le profit des particuliers*».

*Camarades,*

Le bilan politique de notre Parti, ainsi que vous le savez, est à cerner sur deux angles: l'angle intra-muros marqué par la présence effective sur l'échiquier politique national et l'angle extra-muros timbré par notre présence aux côtés des autres forces politiques de la Majorité Présidentielle.

En trois ans d'existence, le MDP est représenté à l'Assemblée Nationale, au Conseil Municipal de la ville de Brazzaville et au Conseil Départemental du Niari. Cette moisson politique encore peu significative à mes yeux, au

regard de nos ambitions, sera améliorée dans les futures échéances électorales. J'en prends l'engagement, ici et maintenant, avec vous et devant vous.

*Camarades,*

Je dis que notre devise, «Egalité\*Action\*Progrès», doit être notre fer de lance qui portera notre opinion aussi loin que possible. Cultivons l'amour du pays et militons pour un Etat-Nation, car l'Etat-nation tant prôné n'est toujours qu'une vue de l'esprit.

*Vive le Congo !*

*MDP: Egalité\*Action\*Progrès!*

Je déclare ouverts, les travaux de la Première Session Ordinaire du Conseil Central du Mouvement pour la Démocratie et le Progrès.

*Je vous remercie.*



Réalisé par [lasemaineafricaine.com](http://lasemaineafricaine.com)